



Le petit mot du

SNUipp-FSU



snuippaseyne@voila.fr

Section locale de La Seyne - Saint-Mandrier

Site de la section locale : <http://snulaseyne.free.fr>

La réunion de vendredi (17/01) a rassemblé, à nouveau, de nombreux collègues Seynois.

Un point sur la situation a été fait notant le recul du Gouvernement sur les créations de postes d'enseignants avant même la nouvelle grève. Cela confirme qu'on peut les faire reculer sur leurs projets de casse du Service Public d'Éducation Nationale. Mais comme c'est encore insuffisant, le 28 il faut « remettre » ça !

Le débat a ensuite porté sur les différentes actions engagées :

- **Manifestation pour la Paix** de samedi à Toulon - voir photos sur le site du SNUipp-FSU du Var <http://83.snuipp.fr/photos/Manif180103-Paix/180103paix.htm>
- **Grève nationale et manifestation à Toulon le 28 janvier**, 10 h Place de la Liberté à Toulon
- **Manifestations dans tout le pays pour les retraites le samedi 1er février.**

Ce point a d'ailleurs fait apparaître à la fois la colère et la grande détermination des collègues devant ce qu'ils ressentent, à juste titre, comme un véritable recul de civilisation ! Ça promet pour les semaines à venir...

La carte scolaire a fait l'objet d'une discussion en lien, bien sûr, avec la grève du 17 octobre, la manifestation nationale à Paris le 8 décembre et la prochaine, mardi 28 janvier.

Ils ont donc appris que des fermetures de classes étaient à nouveau envisagées à La Seyne :

HUGO	Élémentaire	ZEP
MALRAUX	Élémentaire	ZEP
GIONO	Élémentaire	ZEP
ZAY	Élémentaire	ZEP
RENAN	Élémentaire	REP

4 fermetures en ZEP et une en REP alors que depuis des années la situation de l'AIS ne fait que se dégrader,

- un seul poste de psychologue scolaire est pourvu,
- aucun des 4 postes de rééducateurs n'est pourvu,
- les MAD, collègues mis à disposition de l'IEP pour aider les élèves en difficultés, ont disparu,
- aucune nouvelle CLIS n'est envisagée alors qu'une douzaine d'élèves n'ont pu en bénéficier cette année...

... et que bien sûr, la situation socio-économique ne s'est pas améliorée, c'est un euphémisme.

L'effort réel qu'il faut reconnaître pour la scolarisation des 2 ans dans la ZEP de La Seyne et dont on connaît bien les effets positifs sur la scolarité ultérieure - voir dossier du SNUipp-FSU du Var <http://83.snuipp.fr/textes/maternelle1.htm> ne se retrouve pas en ce qui concerne l'AIS.

Les collègues se sentent souvent démunis devant des élèves qui ont besoin d'une aide spécialisée et ils ne savent plus à qui s'adresser.

Ces menaces de fermetures sont donc perçues comme « la goutte d'eau qui fait déborder le vase » !

C'est pourquoi ils ont décidé une action spécifique le jour de la grève du 28 - deux jours avant le CTPD « Carte scolaire du premier degré » - en se rassemblant à 8h30 devant l'Inspection Académique avant de rejoindre la manifestation départementale à 10h Place de la Liberté.

Ils ont décidé de s'adresser aux parents de leurs élèves et de les appeler à participer aux actions exigeant les moyens de la réussite de tous les élèves.

BUDGET - Tous en grève le 28 janvier

Pour les collègues encore hésitants sur la nécessité de réussir la grève du 28, il sera intéressant de lire ces extraits d'articles du Figaro paru le 17.

Le mammoth attendra [17 janvier 2003]

Mardi dernier, Jean-Pierre Raffarin comparait l'État à l'albatros de Baudelaire, incapable de s'envoler pour cause d'ailes trop vastes. «L'Etat, disait-il, ne doit pas être cet oiseau dont les ailes sont trop lourdes.» Deux jours plus tard, Luc Ferry annonce le recrutement de 30 000 professeurs et la création de 16 000 postes d'assistants d'éducation. La cure d'amaigrissement du «vaste oiseau des mers» est donc reportée. Et pourtant, il y a six mois, Jean-Pierre Raffarin annonçait des «mesures sévères» d'économies, tandis qu'à Bercy, on préparait les scalpels. Confronté à un ralentissement de la croissance, à des finances publiques en violent dérapage, le gouvernement semblait décidé à frapper fort. On sait depuis longtemps que les années qui viennent se prêtent à une réduction des effectifs de la fonction publique, à l'Éducation nationale comme partout ailleurs. De nombreux fonctionnaires vont partir à la retraite, et il n'est pas interdit d'imaginer qu'on ne les remplace pas tous. «La démographie de la fonction publique, soulignait Alain Lambert en juin dernier, fait que de nombreux fonctionnaires vont partir à la retraite. Faut-il remplacer la totalité des fonctionnaires ? A l'évidence, non.» Les socialistes eux-mêmes, lorsqu'ils étaient au pouvoir, se promettaient de mettre à profit cette «fenêtre de tir». Dès 1997, d'ailleurs, Claude Allègre avait vainement tenté de sonner la charge contre «le mammoth».

Six mois plus tard, le ton a donc changé. Le ministère parle d'un «effort significatif» en faveur de l'Éducation, et reconnaît que les discussions avec Bercy ont été «difficiles». On peut comprendre les préventions de Francis Mer et d'Alain Lambert, qui, depuis le mois de juin, se demandent par quel bout attaquer l'imprenable citadelle de la fonction publique. Premier budget de l'État (53 milliards d'euros), l'Éducation nationale fait saliver ceux qui à Bercy rêvent à juste titre d'économies. Elles attendront donc.

Car Raffarin n'avait guère le choix. A l'heure où s'ouvre la réforme des retraites, à quoi bon multiplier les champs de bataille ? Une grève dans l'Éducation nationale est annoncée pour le 28 janvier. Quelques jours plus tard, le premier ministre doit prononcer un discours qui fixera le cadre de la réforme des régimes de retraite. La grogne des syndicats d'enseignants risquait évidemment de polluer le débat capital qui s'ouvrira alors. Les retraites sont un dossier suffisamment périlleux pour qu'on n'en ajoute pas un autre. L'albatros a toujours du mal à s'envoler, le mammoth a toujours des formes généreuses ; on s'en occupera un peu plus tard...

Une reculade budgétaire [17 janvier 2003]

La mobilisation des enseignants et de leurs syndicats a donc eu raison de la rigueur budgétaire défendue par Bercy. Entre les exigences du ministère de l'Éducation et les impératifs économiques du ministère des Finances, Matignon a tranché en faveur des premiers. A la veille des difficiles négociations sur les retraites, le gouvernement a préféré lâcher un peu de lest pour tenter de désamorcer la grogne du corps enseignant, très efficace lorsqu'il s'agit de descendre dans la rue pour faire entendre ses revendications. Une décision qui éloigne encore un peu plus la perspective de voir se réduire les effectifs de fonctionnaires.

Dans le budget 2003 pour l'Éducation nationale, voté en octobre dernier, l'enveloppe de 62,8 milliards d'euros marquait certes une augmentation de 2,1% par rapport à 2002. Mais malgré tout, 2 524 suppressions de poste nettes étaient prévues. Les plus visés étaient les personnels de surveillance, avec 5 600 postes de «pions» supprimés et près de 20 000 contrats d'aide éducateur (emplois-jeunes) arrivant à terme et non renouvelés. Pour remplacer ces 25 600 emplois, le budget 2003 avait seulement inscrit 11 000 postes d'«assistants éducation».

Le ministre de l'Éducation nationale, Luc Ferry, a finalement obtenu qu'ils soient 16 000, soit une rallonge budgétaire de 5 000 postes. Cette enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros sera votée à l'occasion du projet de loi de finances rectificative au printemps prochain. Résultat : au lieu d'avoir 14 400 surveillants en moins dans les établissements scolaires cette année, la diminution ne portera que sur 9 400. Côté enseignants, les créations de postes décidées pour 2003 restent en l'état : + 1 000 pour l'école primaire et + 500 pour le supérieur. En revanche, alors que Bercy avait demandé que les recrutements soient désormais inférieurs aux départs à la retraite, le nombre de postes ouverts aux concours cette année restera équivalent à celui de 2002, soit 30 000 au total. Ces postes ne pèseront pas sur le budget 2003, puisque les concours concernent les étudiants, mais la mesure aura des conséquences sur le budget 2004 donc sur la prochaine loi de finances, à l'automne 2003.

Emploi, salaires, retraites : tout est lié !

- C'est d'ailleurs pour cela que le(s) Gouvernement(s) fait tant d'efforts pour ne pas ouvrir « tous les fronts » en même temps.
- Recruter 185 000 enseignants pour remplacer les départs à la retraite, c'est indispensable pour garantir et améliorer la qualité du Service Public d'Éducation Nationale et donc l'avenir de la jeunesse du pays.
- C'est, par la même, bon pour l'emploi.
- Et comme « on attrape pas les mouches avec du vinaigre », il faut des salaires attractifs : et ça, c'est bon pour la consommation, donc pour la croissance... et donc bon pour l'emploi.
- Mais c'est aussi plus de cotisations pour la Sécu et les retraites !



Toulon, samedi 18 janvier 2003 : des milliers de Variois contre la guerre !

RETRAITES faux problèmes, vraies solidarités



Chacun a maintenant bien compris l'enjeu de la bataille pour les retraites :

- ou on accepte un véritable recul de civilisation dans une société encore plus dure, plus injuste, plus inégalitaire
- ou on impose de garder et d'améliorer encore un système de retraites par répartition garantissant à tous le droit de partir après 37,5 annuités de cotisations et un montant calculé sur le salaire de la meilleure période de la carrière.

Pour ceux qui voudraient encore plus d'arguments, la FSU nationale sort un nouveau 4 pages et un livre sur les retraites (6 euros).

Public, Privé, Actifs, Retraités

Tous à la manif le 1er février - 15 h Place de la Liberté